



Presse Internationale

mensuel – n°68 – juin 2009 - 1€ (soutien 2€)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

Quelle réponse ouvrière à la crise ?

Edito p.2



La Poste

De la libéralisation
à la lutte
des postiers p.4

Etudiants

Contre le processus
de marchandisation,
le combat continue p.7

Sans-papiers

- Les ex-travailleurs
de Cleanse en lutte
- Bilan du 1^{er} mai p.6

Afghanistan

La Belgique est
en guerre p.3

Elections UE

Une victoire pour Initia-
tive Internationaliste p.12

El Salvador

Face au futur gou-
vernement du FMLN p.8

Le 7 juin

Au-delà des urnes
Unité dans les luttes !

Votez

**LCR-PSL
LCR-PSL-PC-PH**

**Les travailleurs veulent de vraies mesures
contre les licenciements
et non des mesures pour garantir les profits ! p.3**



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Quelle réponse ouvrière à la crise ?

Pendant que se poursuivent les mises au chômage économique à tour de bras, les restructurations, les plans sociaux et les fermetures d'entreprises, et que d'autre part, nous constatons une certaine multiplication des luttes ouvrières, les dirigeants syndicaux sont amenés à se mettre autour de la table, à négocier des conventions collectives et des accords sectoriels, entre autre suite à l'accord interprofessionnel. Comment peut-on mener le combat ?

En se mobilisant massivement à Namur, puis le lendemain encore au Luxembourg, les métallos démontrent bien la dureté des conséquences de la crise sur le secteur. Des milliers d'emplois y ont déjà été perdus, et l'accord sectoriel en négociation reste encore en deçà de l'accord interprofessionnel déjà très mauvais. La fédération wallonne des métallos de la FGTB (MWB) a quand même déclaré une grève de 24 heures, seule. Pour sa part, la CSC-Métal a clairement exprimé sa collaboration avec le patronat et semble bien décidée à faire payer la crise aux travailleurs en se disant « *consciente qu'il s'agit d'un accord modéré. Nous veillons à ce que cet accord de crise reste bien une réponse exceptionnelle à la crise* »¹.

Dans les entreprises, bon nombre de préavis de grève ont été déposés, mais une quantité non négligeable de ceux-ci ont été retirés avant même l'échéance. Si cela était le fruit d'une victoire, nous n'y verrions pas d'inconvénient. Mais malheureusement nous constatons bien souvent que les travailleurs y ont perdu des plumes. Les négociations sans mobilisation, sans grève et sans mettre la pression sur le patronat représentent un frein à la spontanéité et la combativité présente à la base. Ces derniers jours par exemple, les accompagnateurs de la SNCB, les travailleurs de chez IKEA Hognoul et les chauffeurs de la TEC de Liège-Verviers sont partis en grève spontanément, autrement

dit en débordant la volonté de leurs syndicats. L'explication du secrétaire régional de la CGSP des TEC est assez typique : « *en tant qu'organisation syndicale, on ne peut pas cautionner un mouvement parti alors que des étapes de négociation sont encore prévues, notamment ce jeudi au niveau régional* »².

La LCT déplore ce fameux modèle de concertation si cher aux dirigeants de notre pays, gage de « stabilité » et de « paix sociale ». C'est ainsi que, pour les travailleurs, une partie importante de la lutte se situe à l'intérieur même des organisations syndicales, contre ceux qui préfèrent ne pas faire de vague pour garder le privilège de leur poste.

Si la Confédération Européenne des Syndicats (CES) a organisé une série de manifestations européennes à Madrid, Bruxelles, Prague et Berlin, c'est pour canaliser la montée des luttes partout en Europe dans des manifestations d'un jour plutôt que d'impulser et de coordonner un véritable plan combatif contre la crise.

Suite à l'exemple donné par des camarades français qui ont séquestré leurs patrons, les ouvriers belges de chez Fiat ont occupé un atelier. Ces actes ont été qualifiés d'« inadmissibles » dans un « Etat de droit », mais la détresse des travailleurs et la perte d'acquis sociaux sont-elles « admissibles » ? Et surtout, n'incombe-t-il pas aux travailleurs et à leurs organisations, plutôt qu'aux patrons et au gouvernement, de décider des moyens de lutte à mettre en oeuvre ?

Nous appelons les travailleurs à mettre la pression notamment sur les directions syndicales afin de d'organiser une grève générale. Dans tous les secteurs, ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise. Organisons la résistance.

¹ www.rtiinfo.be, 11/05/09

² Le Soir, 12/05/09

Les travailleurs veulent de vraies mesures contre les licenciements et non des mesures pour garantir les profits !

Le gouvernement a pris tout récemment trois mesures pour, dit-il, éviter les licenciements dans les « entreprises en difficulté ». Or, ces mesures, qui vont entraîner un coût énorme pour la sécurité sociale, ne sont accompagnées d'aucune garantie contre les pertes d'emploi. C'est à nouveau la collectivité, et donc les travailleurs, qui payent les frais pour sauvegarder les profits patronaux.

Les trois mesures

1) Réduction collective du temps de travail (avec réduction forfaitaire des cotisations sociales)

2) Crédit-temps de crise (plus de pourcentage maximal de travailleurs en crédit-temps dans l'entreprise)

3) Régime collectif temporaire de suspension du contrat de travail (chômage économique pour les employés)

Si patrons et syndicats n'étaient pas parvenus à s'entendre sur la question de l'extension du chômage économique aux employés (les syndicats ne s'y opposaient pas mais exigeaient en échange des avancées sur la question de l'harmonisation des statuts ouvrier-employé, un contrôle syndical accru sur le recours au chômage économique et un financement alternatif), le gouvernement a imposé « sa » solution, qui ravit les em-

ployeurs. Le chômage économique des employés est bel et bien passé, sans aucune condition, même si c'est sous une forme temporaire et non définitive, et sous une appellation nouvelle : « régime collectif temporaire de suspension de l'exécution du contrat de travail ».

Grâce à cette mesure, l'employeur qui peut démontrer une diminution du chiffre d'affaire ou de la production de 20% ou qui peut compter 20% de chômage temporaire chez les ouvriers ou encore qui peut simplement démontrer une réduction des commandes (!), pourra mettre ses employés au chômage économique. Cette mesure permettra à l'employeur d'ajuster au plus près son « volume de travail » (soit les salariés) aux variations de son carnet de commande et ce, aux frais des travailleurs eux-mêmes, via le budget de la sécu. On a essayé de nous vendre cette mesure en affirmant qu'elle évitera les licenciements, qu'elle constitue donc

une forme de protection pour les travailleurs d'abord. Or, il n'y a aucun engagement patronal, aucune contrainte réelle mise à ce niveau.

L'entreprise Bosh, à Tirlemont, a ainsi amplement recouru au chômage économique pour les ouvriers depuis septembre 2008. Fin mars, elle annonçait 420 licenciements sur 1500 travailleurs.

Garantir davantage de profits aux patrons n'a jamais constitué une assurance pour les travailleurs de garder leur emploi. Pour protéger notre emploi, pour permettre à tous de travailler, il faut nous mobiliser depuis les entreprises et au niveau interprofessionnel pour exiger :

Nationalisation des entreprises qui licencient !

Réduction collective du temps de travail avec maintien des salaires et embauche compensatoire !

Afghanistan :

La Belgique est en guerre

Le budget de guerre d'Obama consacré à l'Afghanistan va dépasser celui de l'Irak. Mais les USA ne sont pas seuls dans cette « guerre sainte ». Ils peuvent compter sur l'aide fidèle d'un certain nombre d'alliés.

Parmi ceux-ci se trouve la Belgique. Les militaires belges y occupent trois lieux stratégiques. A Kaboul, près de 300 Belges sont chargés de la protection et du fonctionnement de l'aéroport international. A Kandahar (Sud), une centaine de militaires belges mettent en œuvre quatre chasseurs-bombardiers F-16 chargés de fournir un appui aérien aux troupes de l'ISAF. A Kunduz (Nord), une centaine de soldats belges participent à la fois au sein d'une équipe d'instructeurs chargée d'encadrer un bataillon de l'armée afghane et au sein d'une équipe de reconstruction dirigée par l'Allemagne.

Cette intervention militaire belge s'intensifie. Avec le déploiement de deux nouveaux F-16 à partir de juillet, **la Belgique représentera un quart des moyens aériens de la force d'agression de l'OTAN en Afghanistan !** Le 30 avril 2009, deux résistants afghans ont été abattus par un F-16 belge.

Il est temps que la Belgique retire ces soldats d'Afghanistan et que l'argent investi pour faire la guerre soit utilisée pour améliorer la condition des travailleurs en Belgique.

**La Belgique hors de l'OTAN
l'OTAN hors de la Belgique !
Soutien à la résistance afghane !
Belgian go home !
Pas d'argent pour la guerre
augmentez les salaires !**

De la libéralisation à la lutte des postiers

En 2003, l'Union européenne décidait de lancer une grande offensive de libéralisation des services publics. Parmi les différents services menacés, la poste est certainement le secteur où ce processus est le plus avancé. Depuis maintenant 4 ans, le gouvernement belge a travaillé d'arrache pied pour respecter les critères et échéances de libéralisation des services postaux. *La Poste* devait être capable d'affronter le libre marché en 2011.



Le processus de libéralisation

Pour ce faire, il fallait surtout tailler dans les coûts et augmenter la productivité. Pour cela, la direction de *La Poste* présente un "*Plan stratégique*", qui a comme principal objectif : centraliser le réseau des bureaux de poste et des centres de distribution et implanter Géoroute (un programme censé rationaliser les tournées des facteurs).

Il y a eu déjà une augmentation de l'automatisation avec l'implantation de nouveaux centres de tri. On

prévoit la suppression de 730 bureaux de poste et, progressivement, de boîtes postales. Avec l'application progressive de Géoroute, les trajets de distribution se sont allongés et la cadence de travail augmente.

Pour Piet Van Speybroeck, le porte-parole de *La Poste*, « *Géoroute fait partie d'un plan global, qui a débuté il y a 6 ans, et qui s'achèvera en 2011, date butoir pour la libéralisation du secteur postal* », et il ajoute, « *La Poste ne peut pas se permettre de ralentir ou de suspendre la mise en oeuvre de ce pro-*

gramme absolument nécessaire pour faire face à un marché libéralisé. »¹

Parallèlement, *La Poste* vendait, il y a trois ans, 50 % de ses actions à deux partenaires privés (Post Danmark et CVC, un fonds privé britannique) pour 300 millions d'euros. Il y a peu, Post Danmark revendait ses parts à CVC pour 373 millions, soit un bénéfice de presque 150% ! Pendant que les travailleurs de *La Poste* sont de plus en plus exploités, certains se font des millions de bénéfices.

Et pour les travailleurs ?

Concrètement, cela signifie réduire le personnel (les salaires sont effectivement le coût le plus important) et augmenter la cadence de travail des employés restants. Comme nous disait un intérimaire de *La Poste* : « On nous avance une quantité de chiffres pour nous montrer le "succès de l'opération" : environ 10.000 équivalents temps plein liquidés et une productivité qui a augmenté de près de 50 %. Mais à aucun moment, on nous explique les conséquences de ces fameux chiffres sur les travailleurs de *La*

Présentation de Géoroute, selon son concepteur

« *Géoroute* est un logiciel de gestion et confection de tournées, conçu pour adresser les besoins diversifiés et parfois complexes des sociétés œuvrant dans le domaine postal.

Le logiciel offre de puissants outils d'optimisation qui minimisent le nombre de tournées nécessaires pour desservir un territoire donné. Une fonctionnalité interactive complète vous permet de visualiser et de modifier graphiquement les tournées proposées par le logiciel, ou d'en créer de nouvelles. Vous pouvez ensuite produire des cartes ou rapports détaillés décrivant de façon précise les tournées ainsi générées. »

www.giro.ca

Poste. » La diminution des équivalents temps plein, par exemple, ne signifie pas que le personnel a diminué.

La Poste fait maintenant appel à des sociétés d'intérim (dont une des principales est Start People) pour remplir les postes laissés vacants. Ainsi, au centre de tri de Bruxelles X, on comptait 180 intérimaires pour à peu près 400 employés « fixes » (pour l'année 2008). Outre l'avantage évident de flexibilité (on engage les intérimaires quand on en a besoin !), l'appel à du personnel « extérieur » permet également une plus grande division des travailleurs. Les fermetures de bureaux de poste ont, quant à elles, obligé le patronat à recaser les statutaires et contractuels (qu'ils ne peuvent licencier) dans d'autres secteurs, notamment les grands centres de tri, obligeant du personnel parfois proche de la retraite à se reformer et entraînant une réorganisation pour le moins stressante.

Dans le même ordre d'idée, dans la 'phase 3' de l'application du plan *Géoroute*, il est prévu de faire appel à des étudiants, des pensionnés, des chômeurs, des mères de famille, etc., prêts à travailler 2 ou 3 heures par jour de manière irrégulière pour distribuer le courrier.

La mobilisation

Début mars, une manifestation syndicale, en front commun, réunissait 4.000 travailleurs de *La Poste* dans les rues de Bruxelles pour protester contre les conditions de travail de cette catégorie de "sous facteurs", pour lesquels est prévu un contrat de quelques heures par jour, avec un salaire brut de 8,65 euros l'heure.

Les manifestants dénonçaient également le fait que l'Etat vende les parts les plus rentables de *La Poste*. Les « grands émetteurs de facture » (énergie, téléphone, assurances, banques) représentent 35.000 clients déjà sélectionnés, les plus rentables. D'autre part, les « petits émetteurs » représentent 4.200.000 ménages, le

De 2004 à 2006, le travail intérimaire à *La Poste* a augmenté de 116%.

En 2009, 2.000 contrats à durée déterminée ne seront pas renouvelés.

De 36.000 équivalents temps plein aujourd'hui, on passerait à 22.148 en 2013.

Le Soir, 02/03/09

service le plus cher, parce que ce service implique la petite distribution de courrier, et donc plus de personnel pour réaliser le travail. Cette « partie de *La Poste* » n'est pas le butin des capitaux privés et reste à charge de l'Etat, donc des travailleurs, des contribuables. Cette « charge » est de 29 millions d'euros par an, que payeront les travailleurs, alors que le privé garde tous les profits.²

La manifestation a été suivie par une série d'actions et de grèves dans différents points du pays, que ce soit dans les bureaux de poste, la distribution, ou même les centres de tri.

Toutefois, malgré la réussite de cette manifestation et de toute la semaine d'action, les directions syndicales n'ont pas organisé la continuité de la lutte... et la libéralisation du service avance.

Face à tout cela, les syndicats ne pouvaient pas ne pas réagir, le malaise parmi les travailleurs étant trop perceptible. Pourtant, on comprend mal comment la réaction des bureaucraties syndicales n'a pas été plus conséquente.

Comment se fait-il que les syndicats aient accepté que des chefs soient nommés délégués, entraînant par cela un certain verrouillage syndical des grandes centrales notamment ?

¹ www.7sur7.be

² *Le Soir*, 02/03/2009

« Etudiants, travailleurs – avec ou sans papiers : SOLIDARITE ! »

C'était là un des slogans repris dans les rues de Bruxelles, lors d'une manifestation organisée par les Comités de Soutien aux sans papiers de différentes universités et hautes écoles. Cette manifestation a rassemblé plusieurs centaines de personnes. Beaucoup d'étudiants et de sans papiers ont répondu à cet appel sous le slogan d'unité et de solidarité entre étudiants et travailleurs, avec ou sans papiers.

L'appel des Comités de Soutien dénonçait la terrible situation dans laquelle vivent les sans papiers. « Ces travailleurs du Sud, isolés, délocalisés de l'intérieur, colonisés dans la métropole, ne bénéficient d'aucune victoire sociale telle que le salaire minimum, les conventions collectives, l'assurance maladie, la sécurité sociale, les congés payés. » Ainsi, les patrons délocalisent sur place, profitant de l'illégalité de cette main d'œuvre pour en faire des esclaves modernes à leur plus grand profit.

C'est une réalité que les travailleurs présents lors de cette manifestation connaissent bien et on pouvait lire sur

un calicot : Les travailleurs sans papiers réclament justice. La justice, le simple respect de leurs droits. C'est également ce que demandait un groupe d'ex-travailleurs de Cleanse-Brasil/Euro, qui ont été licenciés après avoir été embauchés avec des titres-services (lire ci-dessous).

Dans cette lutte pour la régularisation, les travailleurs avec et sans

papiers doivent être unis pour créer un véritable rapport de force face aux patrons et au gouvernement. Pour cela, il est nécessaire que les syndicats organisent la lutte des sans-papiers en tant que travailleurs. Il faut aussi se battre pour un droit minimum : avoir des papiers, ce qui signifie une protection face aux patrons et à la répression de l'état.



Polémique

Deux manifestations à Bruxelles

Une autre manifestation a été organisée, sur l'initiative du Comité pour un Premier Mai de Lutte, composé de partis de la gauche radicale et auquel nous participions. Nous avons quitté ce comité pour nous joindre à la manifestation des Comités de Soutien étudiants.

Nous regrettons qu'une partie seulement des organisateurs aient fait de même tandis que d'autres ont préféré maintenir la manifestation de la gauche. Pour nous en effet, le premier mai est le jour des travailleurs en lutte et non le jour de la gauche. Le rôle de cette dernière est précisément de se mettre au service des luttes, et non l'inverse.

Les ex-travailleurs de Cleanse-Brasil/Euro en lutte

Ce 20 mai, lors d'un débat, les ex-travailleurs sans papiers de Cleanse ont expliqué leur situation et comment ils ont accepté d'être engagés dans une société de titre service dans le secteur du nettoyage car le patron leur promettait des papiers. Ils ont eu des contrats, certains ont été déclarés par leur patron à l'Office National de Sécurité Sociale (ONSS). De plus, ils ont une carte SIS et paient leurs cotisations à la mutuelle. Le patron s'est fait arrêter pour fraude à la sécurité sociale et ces travailleurs sans papiers se retrouvent dans la clandestinité. Une partie de ces travailleurs s'est organisée et lutte pour obtenir leur droit : une protection sociale, un permis de travail et leur régularisation.

Quelques soutiens étaient présents lors de ce débat, dont Pasquale Colicchio, militant syndical FGTB. Voici des extraits de ses interventions : « En tant que syndicaliste, le problème des sans-papiers m'intéresse pour deux raisons. Un, sur un plan humanitaire (...) Et aussi par propre intérêt cela m'intéresse. Pourquoi ? Parce que quand on permet que des travailleurs soient payés moins cher que d'autres, ça joue sur le marché de travail avec des salaires qui descendent. Pour les travailleurs belges ça n'est pas intéressant, donc on doit se battre pour tout le monde, pour qu'on ait un bon salaire. (...) Votre lutte à vous me semble être un élément important dans le cadre de la lutte globale des sans-papiers parce que vous êtes 500 personnes soudées et unies ou en tous cas qui ont des éléments pour le faire. Jje pense donc que, syndicalement, vous êtes en train d'appliquer le principe fondamental du syndicalisme "l'union fait la force". (...) C'est un problème collectif, et vous l'abordez ensemble, collectivement. »

Continuons à nous mobiliser contre le processus de marchandisation de l'enseignement !

Les 28 et 29 avril derniers, les ministres de l'enseignement supérieur des 46 pays participant au Processus de Bologne se réunissaient à Louvain-La-Neuve et Leuven. A cette occasion, des protestations de différents pays d'Europe contre la privatisation de l'enseignement se sont unies dans un Contre-Sommet Européen lancé par le collectif « Vague Européenne ».

Le contre-sommet s'est déroulé du 25 au 29 avril, avec trois jours de discussions et de débats à l'ULB.

Des échanges de nos différentes expériences dans nos pays respectifs, il est ressorti que le Processus de Bologne est l'expression d'une politique cohérente coordonnée au sein de l'Union Européenne par les divers gouvernements ayant pris part au Processus : la destruction du service public d'enseignement supérieur. La Belgique semble être, avec l'Italie, le pays d'Europe continentale où ce processus est le plus avancé.

Le 28, des centaines d'étudiants, dont des délégations de la plupart des universités françaises en grève contre la LRU¹, sont descendus dans les rues de Leuven pour exiger l'abrogation du processus de Bologne. A cette occasion, la ville avait été transformée en camp retranché, et la police a chargé sur les manifestants, faisant plusieurs blessés.

L'après-midi, ces mêmes délégations ont voulu rejoindre la manifestation de ResPACT² à la Place Schuman. Ils se sont heurtés au service d'ordre de la Fédération des Etudiants Francophones (FEF), qui les a empêchés de rejoindre les étudiants belges. La détermination de camarades français et italiens a tout de même permis la distribution d'un tract ainsi qu'une prise de parole en fin de manifestation. Ils y dénonçaient le rôle de la FEF comme bureaucratie étudiante, détournant les étudiants belges de la lutte contre le Processus de Bologne. La campagne ResPACT, qui a pourtant coûté plus de cent mille euros, ne dénonçait pas ces réformes, appliquées par ailleurs par le principal bailleur de fonds de la FEF, la Communauté Française de Belgique.

Le lendemain, 400 étudiants ont manifesté à Louvain-La-Neuve, avec des mots d'ordre tels que « Anti-Capitalista » et « Education gratuite, laïque, publique et populaire ». Bien que l'Assemblée Générale des étudiants de LLN ait explicitement donné comme directive de ne pas participer à la manifestation³, des étudiants de l'UCL l'ont fait et ont tenu à transmettre un message : « Louvain, réveille toi ! ». Il ne revient qu'à nous, étudiants et travailleurs belges, de leur répondre, en nous unissant pour stopper ce processus de privatisation de l'enseignement. D'autre part, cette manifestation a été le théâtre d'un incroyable déploiement policier.

Nous ne pouvons pas clôturer ce bilan sans mentionner un regrettable incident. Certains ont profité de l'évènement pour occuper l'auditoire Chavane et saccager une aile d'un bâtiment de l'ULB. Un mouvement spontané des étudiants les ont délogés, rendant de ce fait superflu l'intervention policière dans nos conflits. La police est tout de même descendue sur le campus, mais elle a été renvoyée de manière unanime par les étudiants dénonçant « Police partout, Justice nul part ». Une occupation ne peut être autre que le lieu de développement de la lutte étudiante, ce qui n'était nullement le cas pour cette occupation qui, au contraire, a contribué à l'isolement et au discrédit du combat étudiant contre le processus de Bologne.

¹ La loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités du 10 août 2007 - voir PI n°67, mai 2009

² Une campagne lancée par la FEF en septembre 2007, centrée quasi exclusivement sur le coût des études.

³ Vers L'Avenir, 30/4/09

Déclaration finale du Contre-Sommet

Etudiants de toute l'Europe, nous nous sommes réunis à Bruxelles, Leuven et Louvain-La-Neuve depuis le 25 avril 2009 pour débattre à propos du processus de Bologne. Jusque maintenant, aucun pays n'a tenu de vrai débat public avec les ministres de l'Education. Le débat n'a pas seulement été refusé, aussi notre liberté d'expression a été réprimée et nous avons été criminalisés à plusieurs occasions. Aujourd'hui, les ministres de l'Education se sont réunis ici à Louvain-La-Neuve, donc nous, étudiants, avons organisé le contre-sommet de Louvain 2009. Ce processus implique une marchandisation et une dévaluation de la connaissance et nous transforme en objets de consommation. Dans l'actuel contexte de crise générale du système, la tendance en Europe est la privatisation du peu de service public qui reste. Le processus de Bologne est l'application sur l'éducation de la stratégie de Lisbonne, dans le contexte des accords généraux sur les commerces et les services. Un mouvement européen a commencé depuis longtemps et les résistances s'organisent pour construire une éducation juste et accessible pour tous. Nous, étudiants, avons traversé les frontières pour nous organiser et nous mobiliser au niveau international. Le 23 mars 2005, le conseil européen a écrit : « nous invitons tous les états membres à continuer la réduction de leurs niveaux généraux des aides publiques pour atteindre ceux du G8 ». Etudiants, nous répondons : « à toutes ces lois, nous opposons les mêmes revendications ».

www.louvain2009.com



Courrier International

Nous publions ici la traduction du n°148bis - mai 2009 - de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. A voir sur www.litci.org

El Salvador

Face au futur gouvernement du FMLN



En mars dernier, il y a eu des élections présidentielles au Salvador, dans lesquelles s'est imposé Mauricio Funes, candidat du Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale (FMLN).

Ce résultat a réveillé un grand enthousiasme dans le peuple salvadorien. D'abord, parce que la défaite électorale d'ARENA, un parti bourgeois de droite qui se maintenait au pouvoir depuis deux décennies, est sans doute un triomphe des masses salvadoriennes. Comme dit le Mouvement Socialiste de Travailleurs et Paysans (MSTC, section salvadorienne de

la LIT-QI), le vote exprime le ras-le-bol « avec l'application des politiques néo-libérales et la privatisation de secteurs clef de l'Etat », aggravé par « la détérioration des conditions de vie de la classe ouvrière [qui] s'est encore approfondie pendant cette période ». (*Le gouvernement du FMLN et les défis de la gauche révolutionnaire*, Lucha Socialista n° 8, avril 2009).

Ce qui a surtout provoqué l'enthousiasme, c'est le fait que le FMLN, la direction politico-militaire pendant la guerre civile qui a eu lieu dans le pays en 1980-1992, arrive au gouvernement pour

la première fois, presque 30 ans après sa fondation comme front de guérilla et 16 ans après sa constitution comme parti.

C'est pourquoi, « des centaines de milliers de travailleurs et travailleuses, ainsi que d'autres secteurs du peuple, ont donné clairement leur vote au FMLN dans ces élections [...] les masses travailleuses ont mis leurs espoirs dans le gouvernement élu du FMLN et ont de grandes illusions dans ce dernier » (ibidem).

Ces illusions, trouveront-elles un écho ? La plupart de la gauche du Salvador, d'Amérique centrale

et du monde, affirme que c'est le cas. Pour eux, le futur gouvernement du FMLN s'ajoute à la série de « gouvernements populaires », « anti-impérialistes », ou même « socialistes », qui s'installent en Amérique latine (Chávez au Venezuela, Evo en Bolivie, Correa en Équateur, Ortega au Nicaragua, etc.).

Pour la LIT-QI et le MSTC, au contraire, ces espoirs mèneront à la frustration, regrettablement. Pour nous, le gouvernement de Mauricio Funes et le FMLN, loin d'« avancer vers le socialisme », de faire face à l'impérialisme ou de prendre des mesures pour le peuple, auront pour but central de défendre les intérêts de la bourgeoisie, dans un cadre de crise économique internationale. Pour cela, ils appliqueront non seulement les mesures qui sont nécessaires contre les travailleurs et les paysans, mais ils chercheront à freiner toute réponse de lutte des masses salvadoriennes face à ces mesures.

Un peu d'histoire

Pour comprendre cette affirmation, il faut rappeler un peu de l'histoire récente du pays. Le triomphe de la révolution sandiniste, au Nicaragua, en 1979, a ouvert un processus révolutionnaire profond dans toute la région d'Amérique centrale. Ceci a eu une forte expression au Salvador. Face la grande montée des masses dans le pays, la bourgeoisie, la droite salvadorienne et l'impérialisme américain ont commencé, depuis le début des années 80, une guerre civile sanglante, qui a coûté la vie de 75 000 personnes (entre les morts et les disparus), dans un petit pays qui compte aujourd'hui quelques 6 millions d'habitants.

C'est dans ce cadre qu'en octobre 1980 a été fondé le FMLN, composé par les Forces Populaires

de Libération (FPL), Résistance Nationale (RN), l'Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP) et le Parti Communiste Salvadorien (PCS), et auquel s'est ajouté par la suite le Parti Révolutionnaire des Travailleurs d'Amérique centrale (PRTC). Le FMLN a été la direction politique et militaire du mouvement de masses pendant tout ce processus qui en est arrivée à encercler la capitale du pays et avait la possibilité de combattre pour le pouvoir.

La trahison du FMLN dans les « accords de paix »

Toutefois, malgré les possibilités de triomphe, cela n'a pas été sur le terrain militaire que le cours de la guerre civile s'est défini. Ce qui a décidé de l'issue, c'est le processus de négociations et des « accords de paix », promus depuis 1982 par le dénommé « Groupe de Contadora » (composé par les gouvernements du Mexique, du Venezuela, de la Colombie et du Panama), avec l'appui de l'ONU et du parti démocrate étasunien.

Dans une déclaration de l'époque, la LIT-QI a dénoncé ce processus : « Pendant quatre ans, à partir de la naissance elle-même du groupe de Contadora, [la LIT-QI] a affirmé, expliqué et dénoncé qu'il s'agissait d'une manœuvre de l'impérialisme contre la révolution en cours en Amérique Centrale... Que son objectif était le même que celui que poursuivait Reagan : faire reculer la révolution d'Amérique centrale... » (*Correo Internacional*, mai 1986).

Comme aboutissement, le 16 janvier 1992, la direction du FMLN et le gouvernement de droite du président Alfredo Cristiani ont signé, à Chapultepec (Mexique), les « Accords de Paix », par lequel le FMLN déposait les armes. En échange, quelques réformes politiques ont été

garanties mais les accords ne contenaient aucune référence à la structure économique-sociale qui avait mené à la guerre civile. En ce sens, la direction du FMLN a trahi la lutte qu'elle avait dirigée et a abandonné lors des négociations tous les changements possibles qui auraient pu être obtenus avec cette lutte.

L'« institutionnalisation » du FMLN

Après avoir déposé les armes, le FMLN s'est transformé en un parti politique, entre 1992 et 1994. Suite à cette institutionnalisation, il commence à occuper de nombreux postes d'échevin, de bourgmestre, de député. Par exemple, avant ces élections, il contrôlait déjà les conseils communaux des onze communes qui constituent le Grand Salvador, y compris la capitale, et il avait 32 députés dans l'Assemblée Législative (sur un total de 84). Tout ce « pouvoir institutionnel » représentait, à la fois, une source de revenus et des privilèges matériels.

Autrement dit, le FMLN cesse d'être une organisation de guérilla qui, même avec une idéologie d'alliance de classes avec des secteurs bourgeois, représentait une lutte et une base de masses, pour devenir un parti « normal », totalement intégré au système électoral bourgeois, et disposé à faire des concessions de plus en plus grandes et à conclure des accords avec des secteurs bourgeois pour arriver au gouvernement.

Cette caractérisation n'est pas seulement celle de la LIT-QI (qui, en dernière instance, avait déjà eu dans le passé des différences théoriques et politiques profondes et avec le FMLN) mais celle de certains anciens dirigeants importants de cette organisation : « [*Le FMLN*], un des mouvements révolutionnaires les plus importants

d'Amérique latine dans les dernières décennies du siècle passé, est maintenant un parti systémique, partie intégrale de la démocratie bourgeoise qui existe dans mon pays, le Salvador » (Intervention de Fidel Neto, ancien commandant du FMLN, dans le débat *Des tranchées aux palais, les chemins de la gauche*, qui a eu lieu au Forum Social Mondial de Porto Alegre en 2005 (voir *Le Marxisme vivant* n° 11, mars 2005).

Cette intégration profonde du FMLN au système électoral et à ses privilèges matériels est le premier élément central qui nous amène à affirmer la dynamique de défense des intérêts bourgeois qu'aura son futur gouvernement.

Les changements économiques dans le pays

En second lieu, il y a les grands changements dans l'économie du pays durant ces années. Il y a d'abord, la création de quinze zones de « libre échange », où ont été installées de nombreuses entreprises dites « maquiladoras »[§], spécialement dans le secteur du textile et de l'habillement, qui fabriquent des vêtements de marques pour les exporter aux Etats-Unis.

Deuxièmement, il y a les versements d'argent que plus d'un million de Salvadoriens, qui ont émigré et travaillent aux Etats-Unis, envoient à leurs familles. En 2008, ces remises ont atteint la quantité totale de 3 787 millions de dollars, ce qui a représenté environ 17% du PIB national.

Sur base de ces fonds, des banques se sont constituées avec des capitaux étasuniens associés à des bourgeois salvadoriens qui, à travers leurs investissements dans le pays, forment le noyau financier qui domine l'économie nationale et les principales entreprises (comme la compagnie d'aviation TACA). De cette façon s'est approfondi à

l'extrême le processus de colonisation du pays par l'impérialisme yankee, comme en témoigne clairement le fait que, depuis 2001, le dollar est devenu tout simplement la monnaie officielle du Salvador.

Dans ce cadre, la crise économique mondiale a commencé à frapper durement le secteur exportateur des « maquilas » : la fermeture de l'entreprise INCA SA a laissé, à elle seule, 2 500 travailleurs à la rue, et dans beaucoup de d'autres, il y a des « vacances obligatoires ». En même temps, suite à la crise et aux licenciements aux Etats-Unis, les arrivées d'argent depuis l'extérieur ont commencé à diminuer. (Selon un rapport du BID, en 2009, elles diminueront de 13% dans l'ensemble de la région d'Amérique centrale, par rapport à 2008).

L'« unité » avec la bourgeoisie

Mauricio Funes est un journaliste indépendant prestigieux qui n'a jamais appartenu au FMLN et il s'est affilié uniquement pour pouvoir être candidat. Sa désignation représente déjà un « virage modéré » (c'est-à-dire, vers la droite) du FMLN pour disputer les élections avec ARENA.

Depuis le début de sa campagne électorale, Funes a anticipé son orientation pro-bourgeoise. Dans ses premières déclarations, il a affirmé : « *Dans ces 17 mois qui restent avant les élections, nous devons construire le tissu social qui est la base pour une alliance puissante : des partis politiques et surtout, des organisations sociales, syndicales et patronales doivent donner de la vie à cette alliance. Nous allons promouvoir et respecter l'investissement privé national et étranger* » (cité dans *La gauche face à un éventuel gouvernement de front populaire*, <http://www.litci.org/>, 16/3/2008).

Après son triomphe, son princi-

pal objectif a été de « tranquilliser » la bourgeoisie salvadorienne. C'est pourquoi, il a réitéré son appel à l'« *unité nationale* » et au dialogue avec les entreprises privées. La réponse du patronat salvadorien (ANEP - Association Nationale de l'Entreprise Privée) a été d'accepter cet appel.

L'« unité » avec l'impérialisme

De la même manière, Funes a également voulu « tranquilliser » l'impérialisme. Par exemple, au sujet de dette externe (9 422 millions de dollars, fin 2008) il avait déclaré : « *Je veux réaffirmer aux organismes multilatéraux que la dette sera payée avec les délais qui ont été négociés. Je vais honorer tous les compromis assumés par des gouvernements précédents* » (reproduit dans l'article *Le gouvernement du FMLN...*, déjà cité).

Après son triomphe électoral il a dit : « Je veux l'intégration de l'Amérique centrale et le renforcement de la relation avec les Etats-Unis ». Ce n'est pas par hasard que Robert Wood, porte-parole du Département d'Etat nord-américain, a envoyé au nom de son gouvernement « *des félicitations au peuple salvadorien* » pour les élections et leur résultat.

Deux faits sont encore plus significatifs. D'une part, déjà élu, Funes a annoncé qu'il maintiendrait la « dollarisation » de l'économie du pays, le cœur et le symbole de la colonisation yankee (www.elsalvador.com/, 8/5/2009).

D'autre part, il a tenu une aimable réunion particulière avec Barack Obama, président des Etats-Unis et donc actuel chef de l'impérialisme, pendant le récent Sommet des Amériques, de Trinidad et Tobago. Funes a raconté qu'Obama lui a indiqué « *le rôle* » que le Salvador pourrait jouer en Amérique Centrale. En clair, son gouvernement pourrait être une pièce très

importante dans les plans de « stabilité impérialiste » et d'encadrement des conflits et des luttes populaires dans la région.

Autrement dit, le gouvernement de Funes abandonne, même avant sa naissance, toute prétention de lutte ou de confrontation avec l'impérialisme. De cette manière, le FMLN abandonne complètement une de ses caractéristiques les plus distinctives dans le passé (l'anti-impérialisme) pour se transformer en collaborateur de cet impérialisme qu'il combattait auparavant.

Les perspectives et la réponse des révolutionnaires

La bourgeoisie salvadorienne et l'impérialisme américain sont tranquilles : le gouvernement de Funes et du FMLN sera un gouvernement bourgeois et donc un ennemi des travailleurs et du peuple salvadoriens, et cela, bien sûr, dans un contexte de crise économique mondiale et nationale, qui lui laissera très peu de marge de manœuvre pour faire des concessions.

Ce sera un ennemi plus dangereux qu'un gouvernement bourgeois « normal » parce qu'il sera déguisé en « ami du peuple », s'appuyant sur le prestige gagné par le passé de lutte du FMLN et sur les illusions que son gouvernement réveille dans le mouvement de masses.

C'est pourquoi nous partageons pleinement ce qui est exprimé dans la déclaration du MSTC :

"Il est nécessaire que les organisations ouvrières, paysannes, estudiantines et populaires maintiennent leur indépendance totale vis-à-vis du gouvernement et continuent avec leurs luttes. Ce serait une erreur grave de donner du "temps" ou "une trêve" au nouveau gouvernement, retardant ainsi les exigences de nos droits.

Le mouvement des masses au Salvador et les organisations de gauche ne doivent pas soutenir ce nouveau gouvernement, ni même lui donner un "appui critique". Nous devons construire, avec nos luttes, une opposition de classe, une opposition par la gauche. Evidemment, il ne s'agit pas de ne pas tenir compte des illusions des masses au moment de formuler les tactiques d'intervention. Mais la gauche doit, avant tout, dire la vérité aux masses ; et cette vérité est que ce gouvernement n'est pas son gouvernement, qu'elles doivent maintenir leur indépendance et continuer avec les luttes pour leurs revendications historiques. »

Comme disait la déclaration émise par le MSTC avant les élections :

« Il est de toute façon indispensable que, comme organisations révolutionnaires, nous fassions un appel aux masses à se mobiliser pour rejeter le programme du futur gouvernement, ainsi que pour exiger de lui de donner des garanties contre le retour en arrière concernant les privatisations et les Traités de Libre Echange ; d'assurer des politiques qui combattent les effets perniciose de la dollarisation ; de développer des politiques qui protègent les classes exploitées des effets de la crise économique mondiale ; d'abolir la honteuse loi d'amnistie [et la loi antiterroriste] ; d'assurer de manière décidée la séparation entre les Eglises et l'État, ainsi qu'une éducation totalement laïque. Il faut exiger de lui de garantir les droits des femmes, et d'arrêter les initiatives qui attentent contre les droits des homosexuels. De manière urgente, il doit promouvoir le développement des peuples indigènes et de la paysannerie, y compris le droit de disposer de terre pour la cultiver.

Plus encore, il est indispensable que comme organisations révolutionnaires, nous avancions des mots d'ordre qui aillent plus loin, comme l'expropriation de la banque impérialiste et de la propriété de l'oligarchie salvadorienne ; l'expropriation sans indemnisation des entreprises impérialistes qui exploitent les ressources naturelles et les secteurs stratégiques de l'économie salvadorienne ; la rupture avec les institutions financières impérialistes (FMI, BM, BID) et le non-paiement de la dette externe. »

C'est dans l'optique de prendre part aux luttes et de les promouvoir, pour ces revendications, que la LIT-QI et le MSTC proposent la nécessité de construire un grand parti révolutionnaire capable de disputer la direction de ces luttes. En ce sens, la déclaration du MSTC conclut :

« Nous invitons toutes les organisations révolutionnaires du pays à s'unir pour la construction de ce grand parti, et les autres organisations qui se disent révolutionnaires et qui se maintiennent encore dans le FMLN, à rompre avec leur direction et, arborant le principe de l'indépendance de classe et avec les outils que nous fournit le marxisme révolutionnaire, à travailler avec les classes exploitées pour leur véritable libération, laquelle elles trouveront seulement si nous avançons vers le socialisme au niveau mondial. »

§ Les « maquiladoras » sont apparues en 1965 au Mexique, à la frontière des Etats-Unis. Ces usines sans droits de douane, sont le plus souvent des sous-traitantes de multinationales qui disposent ainsi d'une masse de main d'œuvre sous payée. NdT

Fraude électorale de Zapatero déjouée par la mobilisation

Pour les élections européennes du 7 juin, une liste d'opposition de classe et de secteurs indépendantistes des différentes nationalités se présente en Espagne : **Initiative Internationaliste - Solidarité entre les Peuples** (II-SP). Après une campagne fructueuse de récollection de milliers de signatures, elle a été enregistrée le 4 mai auprès de la Junte Electorale Centrale. Elle souligne la nécessité d'unir les travailleurs de toutes les nationalités dans une alternative de classe contre la crise du capitalisme et elle a repris le drapeau du droit à l'autodétermination et de la lutte pour les libertés démocratiques qui sont mises en cause par le régime monarchique.

Le gouvernement du PSOE et la justice espagnole ont alors essayé de rendre illégale la candidature. Le gouvernement de Zapatero s'est allié au *Parti Populaire* et à l'extrême droite, et à la demande du gouvernement, le Tribunal Suprême a résolu d'invalider la candidature sur la base de la *Loi des Partis*. Cette loi absolument antidémocratique a été instaurée contre la gauche indépendantiste basque qui, par ce moyen, a été poursuivie, interdite et empêchée de pouvoir se présenter aux processus électoraux durant les dernières années. Elle était maintenant appliquée à une candidature, pour avoir dénoncé la Loi des Partis et avoir défendu le droit à l'autodétermination pour toutes les nationalités.

Un dernier obstacle devait encore être surmonté : la ratification de la sentence par le Tribunal Constitutionnel. Mais entre-temps, une mobilisation extraordinaire s'est déployée, en Espagne et à l'échelle internationale, pour dénoncer cette attaque contre les libertés démocratiques. Des secteurs de *Gauche Unie* (un front électoral dont fait partie le PCE, qui a soutenu le gouvernement du PSOE) ont soutenu courageusement cette mobilisation, en dépit du fait que Willi Meyer, le candidat de cette formation défendait honteusement la « Loi des Partis » en déclarant : « Si un juge ou un tribunal décide qu'une certaine candidature ne doit pas se présenter, celle-ci n'a qu'à ne pas se présenter ».

Finalement, **la mobilisation a obtenu une grande victoire**. Le Tribunal Constitutionnel a annulé l'arrêt du Tribunal Suprême et a déclaré que la candidature de II-SP pouvait participer aux élections.

Face au fait historique de la formation de cette candidature, dans laquelle pour la première fois s'unissent des secteurs indépendantistes avec des secteurs du mouvement ouvrier à l'échelle de tout l'Etat espagnol, à un moment où, avec la crise économique, commencent les mobilisations, le gouvernement a pris une décision propre aux régimes dictatoriaux, pour essayer d'éviter que cette candidature puisse être une référence parmi les travailleurs.

Déclaration de la LIT-QI, le 19 mai 2009, avant le verdict du Tribunal Constitutionnel. Le PRT-IR, la section espagnole de la LIT-QI, milite activement pour II-SP.

Les mêmes capitalistes qui, pendant 14 ans, se sont enrichis au prix de notre travail, serrent maintenant les rangs pour que ce soient les travailleurs qui payent leur crise. Nous avons plus de 4 millions de chômeurs, dont 1.2 millions non indemnisés. Un million de familles ont tous leurs membres en chômage. La crise attaque spécialement la jeunesse travailleuse et les immigrants, qui sont accusés honteusement d'être la cause de la crise et qu'on poursuit. [...] Nous avons décidé de donner notre appui à la candidature Initiative Internationaliste - Solidarité entre les Peuples [...] parce que ça suffit et il faut inverser la privatisation des services publics comme les soins de santé ou l'éducation. Parce qu'il ne faut pas craindre d'appliquer des mesures anticapitalistes nécessaires, comme le partage du travail entre tous les travailleurs ou l'expropriation de la banque, pour mettre l'économie au service de la grande majorité.

Manifeste de soutien à II-SP, signé par des dizaines de syndicalistes, de plusieurs Comités d'Entreprise

En résumé : aux travailleurs, l'emploi, aux peuples, la souveraineté. Voilà les idées de base que nous voulons défendre dans cette campagne. Quand il y a plus de quatre millions de chômeurs dans l'Etat espagnol et 25 millions en Europe, la première mesure d'urgence pour que ce ne soient pas les travailleurs qui payent la crise est de commencer par le partage du travail, la garantie d'emploi pour tous et l'indemnisation de chômage indéfinie jusqu'à ce que cet emploi arrive.

Juan Ignacio Orengo, métallo, président du Comité d'entreprise de MP Componentes Mecánicos de Sevilla et membre de l'Union Provinciale de CCOO de Sevilla - secteur Críticos

Nous ne croyons pas que les Parlements soient un véritable organe de souveraineté populaire, et moins encore le Parlement européen. Nous ne pouvons pas en attendre des solutions aux problèmes du travail, des droits sociaux et des libertés démocratiques dont souffrent les travailleurs et les peuples. Mais les élections sont un terrain de lutte politique qu'il ne faut pas dédaigner ni éluder. C'est pourquoi dans ces élections européennes, beaucoup trop peu écoutent la voix des travailleurs et des peuples qui combattent.

Corriente Roja, 23/04/2009 (www.corrienteroja.net)